

Lettre d'information du Nouveau Parti Anticapitaliste

contact@npa44.org
www.npa44.org
Facebook : NPA44
Instagram : npa_nantes

Réagir maintenant à la catastrophe qui vient

Il est de plus en plus clair que ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, porte une lourde responsabilité dans l'état de délabrement de notre système de santé et la gestion calamiteuse de la crise sanitaire. Obnubilé par le maintien des profits et la remise en cause de nos acquis sociaux, c'est avec presque un mois de retard qu'il commence à prendre de timides mesures pour faire face au virus. Le revirement du pouvoir ces derniers jours concernant le port de masques - dont la production et l'approvisionnement ont été catastrophiques - illustre cet «amateurisme» aux effets dramatiques.

Confiner-vous, travaillez, consommez...

Voilà le message contradictoire envoyé par le gouvernement depuis le début. Le confinement, réponse d'un pouvoir qui n'a pas anticipé l'ampleur et la dangerosité du virus, est une nécessité pour éviter des centaines de milliers de morts. Un dépistage précoce et massif et des moyens suffisants pour l'hôpital auraient certainement pu éviter d'enfermer des dizaines de millions de personnes, aggravant de façon dramatique les inégalités sociales.

Ils ont «mis à l'abri» enfants, personnes âgées, encadrement, professions intellectuelles... Mais pour des millions de travailleur·ses, activités essentielles ou non, il faut aller bosser, les profits n'attendent pas ! Beaucoup de salarié·es se protègent, individuellement et parfois collectivement, en restant à la maison, en se battant pour imposer un droit de retrait combattu par les employeurs et le gouvernement. Oui, *«nos vies valent plus que leurs profits !»* Toutes les activités non-essentiels doivent être stoppées et des protections doivent être fournies pour celles et ceux dont le métier est indispensable durant le confinement.

Ils veulent nous faire payer la crise

Le coronavirus a été le détonateur de la crise économique qui venait. Celle-ci s'annonce extrêmement brutale. Une fois de plus, les capitalistes veulent nous faire payer la facture : temps de travail maximum par semaine à 60 h, remise en cause des congés payés, régression de fait du droit à l'avortement... Ils vont continuer en infligeant privatisations et austérité pour l'hôpital comme le laisse entrevoir les recommandations de la caisse des dépôts ou les déclarations du directeur de l'Agence régionale de santé de Nancy. Pour les arrêter, nous devons nous préparer dès maintenant, avec

notamment l'organisation dès la fin du confinement d'une grande manifestation pour la défense du service public de la santé.

L'État policier se renforce

Ils le savent, leur politique rencontre des résistances. La répression, le contrôle, vont être des éléments centraux pour arriver à leurs fins. Dès aujourd'hui, nous devons nous opposer aux évolutions sécuritaires de la société qui, sous prétexte de santé publique, nous préparent une société totalitaire : couvre-feux, drones pour surveiller les rues, armée pour contrôler la population, géolocalisation, matraque et prison pour les récalcitrant·es, mesures répressives contre les migrant·es... Toutes ces mesures n'ont pas pour but de faire respecter le confinement, mais préparent l'après, un monde où l'État contrôlera tous les faits et gestes de chacun pour maintenir le pouvoir des capitalistes.

Pas de sortie de crise sans planification démocratique et anticapitaliste

Une autre voie est possible. Tester massivement la population, produire du matériel médical, des médicaments et des protections à la hauteur des besoins est possible en reprenant le contrôle sur les secteurs clés de l'économie, en socialisant les grandes entreprises. Cela permettrait d'assurer une reconversion de productions inutiles ou aberrantes pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, écologiques. Ces mesures anticapitalistes doivent être mises en place sous le contrôle démocratique de celles et ceux qui travaillent et de la population afin de définir collectivement les besoins et comment les satisfaire. Nous devons les imposer, par nos solidarités et nos luttes, dès maintenant et dans les semaines qui viennent.

L'Anticapitaliste

L'EMISSION

**Mercredi 15 avril
20h**

Facebook - Youtube - Twitter

Situation des hôpitaux nantais



Au CHU de Nantes il semble que même dans une crise sanitaire d'une telle ampleur, la solidarité ne soit pas la priorité de la direction. Alors que la dangerosité du coronavirus ne fait plus de doute pour personne, les soignant-es doivent lutter pour faire valoir leurs droits à des protections individuelles, des tests de dépistages, le versement d'une prime d'insalubrité ou la mise en place du télétravail pour le personnel administratif. La reconnaissance du virus en maladie professionnelle leur a également été refusée.

Quand le CHU fait la manche

Le centre hospitalier a organisé une collecte de dons financiers et matériels. Qu'un service public repose sur la charité pour assurer ses fonctions est absurde et inadmissible, mais c'est malheureusement la conséquence d'une politique de destruction de notre système de santé menée par des gouvernements au chevet des intérêts privés.

La situation critique de l'épidémie force les hôpitaux privés nantais à se réorganiser pour venir au soutien du CHU. Mais la coordination se fait lentement à cause de nombreux obstacles managériaux. La clinique Jules Verne n'a pris en charge un premier patient atteint du virus que lundi 6 avril. Et ce n'est que depuis cette semaine que certaines opérations chirurgicales urgentes que le CHU ne peut plus assurer sont réalisées par les cliniques privées.

Réquisitions !

Il est nécessaire que les établissements de santé privés soient réquisitionnés et entièrement soumis à la gestion publique de façon définitive afin de répondre efficacement à cette crise et d'anticiper de prochaines épidémies.

Des moyens pour le social !

La compétence prioritaire des Conseils Départementaux est l'action sanitaire et sociale. C'est-à-dire le financement et l'activité du service social de secteur qui accompagne les personnes en grande précarité, les allocataires du RSA ou les femmes victimes de violences ; de la Protection de l'Enfance ; de la Protection Maternelle et Infantile ; des dispositifs d'aide aux personnes en situation de handicap... En ces temps de confinement, les difficultés rencontrées par ces professionnel·les sont majorées.

Continuité du service public ?

Si la notion de continuité du service public est une valeur portée par l'ensemble des agent-es, elle reste particulièrement complexe à mettre en œuvre dans ce contexte. En effet, pour ces professionnel·les de la relation, comment continuer à accompagner les personnes sans se mettre soi-même en danger face au virus ? Le télétravail semble la solution toute trouvée (en dehors des situations d'urgence demandant une intervention immédiate). C'est la solution choisie au Conseil Départemental de Loire-Atlantique. Cela tend par contre à détenir des liens importants entre les professionnel·les et les personnes accompagnées. Les procédures restent complexes à mettre en œuvre pour solliciter des aides financières par exemple, les délais sont rallongés, les professionnel·les difficilement joignables et parfois n'ont pas même accès à un téléphone portable professionnel leur permettant d'être joint-es. Et que dire des structures d'accueil saturées (en particulier pour les femmes victimes de violence et les enfants placés), en manque de personnel et au bord de l'implosion. Quelles conséquences pour ces familles, ces femmes ou ces enfants en difficulté qui n'auront pas pu joindre le professionnel censé les conseiller, les aider et les mettre à l'abri ?

Si nous dénonçons de manière régulière le manque de moyens alloués à ces secteurs, il est d'autant plus alarmant dans la période actuelle. Comme pour l'hôpital, réclamons des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux pour un service public médico-social de qualité.



Le mensonge de la continuité pédagogique !

Contrairement à ce qu'a prétendu Jean-Michel Blanquer, la fermeture des établissements scolaires n'avait pas du tout été anticipée, tant sur le plan technique que pédagogique.

C'est donc pour mieux cacher ses propres inconséquences que le ministre ne cesse de jouer la musique de l'hommage vibrant aux enseignant-es, bien relayé en cela par le recteur de Nantes¹. Au lendemain de la décision de fermeture, le ministre enjoignait aux enseignant-es de se rendre dans leurs écoles afin d'y assurer une « permanence pédagogique ». Au mépris, donc, de la stratégie sanitaire de confinement et de la santé de ses personnels. Il récidivera à plusieurs reprises, notamment en incitant les parents à se rendre dans les écoles chercher les devoirs de leurs enfants. Ou lorsque le rectorat de Nantes conseillera aux parents et aux enseignant-es de contourner les règles et de se rencontrer dans des magasins d'alimentation pour échanger du travail scolaire. Quant à la nécessaire mission d'accueil des enfants des personnels soignants, elle n'est pas accompagnée de protocoles clairs ou de moyens de protection adéquats. Résultat : plusieurs écoles ont dû fermer, les personnels y ayant contracté le Covid-19.

Continuité ou non-sens pédagogique ?

Au prix d'une charge de télétravail souvent considérable, un certain nombre d'enseignant-es ont, dans un premier temps, tenté de jouer le jeu de la « *continuité pédagogique* ». Mais, bien vite, des critiques ont heureusement pointé les inégalités face au numérique ou celles, encore plus importantes, face au travail à la maison. Ainsi, l'appel du ministre aux volontaires pour assurer un soutien scolaire aux élèves les plus en difficulté pendant les vacances a du mal à passer. A Nantes par exemple, des enseignant-es se regroupent pour rappeler ce qu'ils/elles demandent depuis de nombreuses années « *pour accorder un temps de travail individualisé à l'élève en difficulté* »². Que Jean-Michel Blanquer s'en soucie en cette période de confinement, faisant fi des difficultés matérielles et/ou familiales de l'élève, apparaît au mieux comme de l'hypocrisie et constitue une provocation supplémentaire. C'est en tout cas une opération de communication qui vise avant tout à persuader de l'efficacité des dispositifs mis en place, tout comme de demander aux établissements scolaires de se mettre en relation avec la Poste³ pour envoyer des cours en version papier aux élèves « *non connectés* », sans s'assurer que cela puisse fonctionner et surchargeant encore davantage des salarié-es déjà surmobilisé-es.

Bien sûr, il n'est pas absurde de trouver des moyens de conserver une forme de lien entre tous les élèves et l'école, mais prétendre à tout prix « *ne pas perdre de temps sur les apprentissages* » ne peut conduire qu'à un accroissement des inégalités. Qu'est-ce qui aurait en effet empêché le ministre



de l'Education Nationale, de faire passer, comme son homologue de la région Wallonie-Bruxelles, des consignes raisonnables, veillant à ne pas surcharger de travail et de stress les élèves, leurs parents et leurs enseignant-es, en suspendant officiellement les leçons pour ne pénaliser personne ? Par idéologie et à cause de sa vision moraliste du travail, Jean-Michel Blanquer se montre donc indifférent à la santé de ses personnels ainsi qu'aux inégalités engendrées par sa « *continuité pédagogique* », comme le démontre sa volonté de maintenir l'oral du bac de français⁴ alors que tous les autres examens sont annulés et que plane encore une grande incertitude quant à la date de retour dans les établissements. Il entend même se servir de la crise comme d'un laboratoire pour expérimenter son projet d'école à la sauce libérale⁵. Plus que jamais, il nous faut dénoncer cette politique et exiger la démission de ce ministre irresponsable.

¹ Lettre adressée par William Marois, recteur de Nantes, aux enseignant-es, datée du jeudi 09 avril.

² Appel émanant d'enseignant-es du CRBP44 (Collectif contre les Réformes Blanquer et Parcoursup). Un texte intersyndical a également été envoyé au recteur.

³ Docaposte : plateforme numérique et documentaire d'envoi sécurisée des devoirs. Des postiers sont chargés de photocopier les cours envoyés par les établissements, puis de les envoyer aux familles et vice-versa. A ce jour, cela ne fonctionne d'ailleurs toujours pas, preuve s'il en est de l'impréparation du confinement.

⁴ Une pétition pour l'annulation des épreuves orales du bac de français est en ligne sur change.org

⁵ Nombres de dispositifs mis en place pendant la crise sont en partie présents dans sa loi « pour une école de la confiance »

Le MEDEF et la CFDT préparent l'après

L'ensemble du mouvement social et des partis de gauche ne cesse de le répéter depuis le début de la crise sanitaire : seul·es les salarié·es indispensables aux activités essentielles doivent continuer à travailler et ne pas respecter le confinement. Et ils/elles ne devraient travailler qu'avec le matériel de protection adéquate. Mais en Loire-Atlantique comme ailleurs c'est le business qui commande avant tout. On le voit notamment chez les grands donneurs d'ordre, les plus à même de bloquer l'activité, qui continuent à imposer à leurs salarié·es de se déplacer. La construction d'avion est-elle à ce point indispensable qu'Airbus fasse tourner ses usines, confisquant au passage des masques qui seraient bien plus utiles dans les hôpitaux ? A Saint-Nazaire seule la mobilisation des salarié·es a fini par faire fermer le chantier naval. Mais partout des ouvrier·es, des livreur·ses, des précaires sont obligé·es de bosser sans protection.

Des salarié·e-s bien seul·e-s

Face à des patrons, confinés au chaud mais toujours d'attaques, les travailleur·ses sont plus démunis·es que jamais. Les représentants militant·es syndicaux n'ont pas de dérogation pour soutenir les collègues sur site. Quant à l'inspection du travail, voilà des agents que la Ministre du

Travail a été bien heureuse de confiner ! La CGT Inspection du Travail de Loire Atlantique s'indigne de ses conditions de travail actuelles, ne lui permettant pas de réaliser de contrôle. Et elle dénonce les pressions hiérarchiques lorsqu'un agent signifie à un employeur que si les conditions sanitaires ne sont pas respectées il faut arrêter l'activité. Alors que c'est une crise sanitaire que nous traversons, les cadres chargés de faire respecter la santé au travail ont complètement disparus. Cherchez l'erreur ...

Le MEDEF et la CFDT préparent l'après

Mais rassurez-vous, le MEDEF et la CFDT des Pays de la Loire veillent et préparent déjà l'après. Dans un communiqué commun du 8 avril ils appellent au « rassemblement » et affirment « le rôle essentiel du dialogue social et de la négociation collective » pour la protection des travailleur·ses. Car, selon eux, « de la méthode construite aujourd'hui dans la dialogue dépendra la solidité des réponses » de demain. Mais ne sommes pas dupes : plutôt que le dialogue c'est le rapport de force qui obligera les patrons à protéger les salarié·es et à arrêter les productions inutiles. Ils ont raison sur un point : c'est dès aujourd'hui et maintenant que nous devons commencer à imposer ce rapport de force. Pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant.

Le patron des patrons au Croisic

Ouest France du 25 mars nous informe que Geoffroy Roux de Bezieux, président du MEDEF, ne respecte pas le confinement. Il s'est installé au Croisic après l'annonce du confinement et fait régulièrement des allers-retours à Paris. Aux dernières nouvelles, contrairement aux jeunes des quartiers populaires, lui n'a pas été verbalisé. Un oubli ?

DROITS AUX CONGÉS PAYÉS, 35 HEURES...
LA LOI "URGENCE CORONAVIRUS" VA REVENIR
SUR LES CONQUIS SOCIAUX... SANS DATE LIMITE



<https://twitter.com/AllanBARTÉ>



Marchés : prendre notre consommation en main

Comme partout en France (et en Bretagne), les marchés à Saint-Nazaire 44 ont un rôle économique et social important. D'abord par la qualité de certains bannières. Les producteurs, parfois organisés en coopérative, comme les 80 fermes (bio ou pas) dans Terroirs 44, les maraîchers, vendeur-ses fruits et légumes, boulangers, pâtisseries souvent bio, les fromagers, les poissonner-ses, ostréiculteur-ses enfin les cuisiniers de plats tous prêts traditionnels ou exotiques. Et même le vigneron, la boutique portugaise. Une cinquantaine d'étals. Autour de la place les bistrot-s – La Bretonne, notre habitude après la vente et une vingtaine d'autres – ne désemploient pas de toute la matinée.

Les Halles centrales ouvrent le mardi, vendredi et dimanche. Les vendeur-ses de l'Huma et de l'Anticapitaliste sont là de 10h30 à 11h30. Un peu noyés par les électoralistes en période électorale ! Il y a aussi les Halles de Penhoët le samedi pour le quartier des Chantiers.

Ces marchés sont importants pour l'approvisionnement des nazairien-ses, pour la qualité des produits présentés, souvent bios et en circuits courts. Les producteur-ric-s et commerçant-es déploient un travail rude mais gratifiant pour eux et pour les consommateur-ric-s. Offrant une alternative aux supérettes et supermarchés et aux produits de l'agro-industrie productiviste bourrés de pesticide et autres.

La fermeture et les réactions

Le Premier ministre a annoncé lundi 23 mars au soir la fermeture des marchés jusqu'à nouvel ordre. Tout en laissant ouvertes les portes des supermarchés aux consommateurs. Comme partout la fermeture des marchés publics a suscité critiques et dénonciations auprès des préfetures.

Les maires de Guérande, La Baule, Pornichet ont protesté. Tel celui de Saint-Nazaire qui a fait une demande officielle au préfet. Citons l'extrait suivant : « *Parce qu'ils sont*

essentiels pour beaucoup de Nazairiennes et Nazairiens et parce que les mesures de sécurité sanitaires y étaient garanties et respectées, David Samzun, maire de Saint-Nazaire, suite aux annonces du Premier Ministre hier soir, a demandé au Préfet de Loire Atlantique une dérogation pour le maintien de l'ouverture des marchés de Centre-ville et de Méan.

La réponse fut négative. Les réactions des commerçants et producteurs auprès du préfet ont été relayées dans la presse. Avec un groupe de consommateur-ric-s habitué-s du marché, nous avons lancé une pétition par internet, dénonçant l'injustice de la fermeture par rapport au maintien de l'ouverture des supermarchés et supérettes et la menace sur les producteur-ric-s et vendeur-ses de ce marché (voir texte ci-dessous). Mise en ligne le 27 mars 2020 à 10h35, la pétition a recueilli, en date du 29 mars, 280 signatures.

Victoire

Le préfet a délivré 54 autorisations de réouverture des marchés dans le 44 sous la responsabilité des maires. Notre marché central rouvrait le dimanche 28. Uniquement dans les Halles fermées et avec strict contrôle à l'entrée. Gros succès : une queue de 200m et 15 min dès 8h jusqu'à 12h, des contacts distanciés mais sympathiques.

De multiples réseaux se constituent sur internet. Assoc, syndicats, partis échangent ainsi, faute de fonctionner. Secours Populaire et autres associations de solidarité tâchent d'accueillir les personnes en difficultés. Un réseau Solidarité Voisinage Coronavirus à Saint-Nazaire développe actions de 20h, banderoles aux fenêtres : « confinées pas isolées », « on ne se tait pas, on n'oubliera pas » et échanges en vidéo. Les producteur-ric-s s'organisent pour poursuivre les débats sur la consommation et la production, avant et après la pandémie.



Roms : le coronavirus comme révélateur des inégalités

La Loire-Atlantique a le triste record du nombre de bidonvilles en France ! L'agglomération nantaise compte à elle seule 44 « campements » où la population Rom vit dans des conditions de grande précarité et d'insalubrité, auxquelles s'ajoute une importante promiscuité liée à la surpopulation. Pas moins de 2000 personnes dans la métropole.

Autant de facteurs qui rendent extrêmement vulnérable cette population face à la pandémie, car si le Coronavirus ne fait aucune distinction de classe, le capitalisme procède quant à lui à ce tri.

Confinement de la débrouille

Depuis le 17 mars, les populations Roms de l'agglomération nantaise doivent faire face au « confinement de la débrouille ». Et ce sont essentiellement les associations qui ont assuré dès le début l'aide alimentaire, la continuité scolaire, les déplacements et alerté les pouvoirs publics de l'urgence sanitaire. Quant à la municipalité et la préfecture, elles semblent découvrir les problèmes d'accès à l'eau, à l'électricité, pourtant bien antérieurs à la pandémie...

Expulsions

Le 11 mars dernier, à la veille de la prolongation de la trêve hivernale, 200 familles étaient expulsées de la zone portuaire de Nantes et contraintes à s'entasser sur un terrain privé à Vertou... pour beaucoup sans leurs caravanes et sans eau courante. Depuis des années, ces expulsions sont régulières et les Roms sont ballottés de commune en commune sans aucune solution pérenne.

Une situation de dénuement qui s'est par ailleurs largement aggravée, car une grande partie d'entre eux est actuellement sans ressource, notamment parce que les maraîchers ont suspendu, illégalement, des contrats de travail.

Face à cette situation dramatique et à la faiblesse des réponses des pouvoirs publics, il faut imposer des mesures d'urgence, à commencer par la réquisitions de tous les logements vides... plusieurs milliers dans l'agglomération nantaise. Il faut également garantir à tous et toutes l'accès au soins et à un revenu décent.

POUR PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA

contact@npa44.org | www.npa44.org

